

27 avril 1986 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée au quotidien japonais "Yomiuri Shimbun", notamment sur le prochain sommet des pays industrialisés, la lutte contre le terrorisme et les relations économiques internationales, Paris, dimanche 27 avril 1986.

QUESTION.- Monsieur le Président nous croyons que l'une des clefs importantes du succès du prochain sommet des pays industrialisés, qui aura lieu à Tokyo, se tient dans les mains de la France. Mais, vous avez, à plusieurs reprises, exprimé quelques critiques à propos de ce que sont devenus ces sommets. Si l'on tient compte de cela, nous aimerions savoir ce que vous attendez du sommet de Tokyo.

- LE PRÉSIDENT.- Mes observations se situaient sur deux -plans. Le premier était que les sommets industriels, qui au point de départ étaient de simples réunions entre chefs d'Etat ou de gouvernement, ont eu tendance à devenir une sorte d'institution avec tous les défauts bureaucratiques des institutions, et ont finalement laissé assez peu de place à la conversation directe. Faire de ces sommets une sorte de directoire des affaires mondiales constituerait une déviation. Qu'en penseraient les autres pays ? Ceux du tiers monde, par exemple ?

- La deuxième observation est liée à la première : la rencontre, directe, amicale entre sept personnes ou huit a tendance à devenir une sorte de théâtre, et même de théâtre à grand spectacle. Finalement, les différents partenaires ne parlent plus comme ils voudraient se parler mais comme ils pensent qu'il faut parler pour l'opinion internationale et pis encore, par -rapport à leur opinion intérieure. La presse compte les points. Il faut un vainqueur et un vaincu comme sur un ring de boxe.

- Je dois dire que depuis quelques temps, il y a une nette amélioration. M. Nakasone m'avait indiqué que c'était bien son objectif, à Tokyo. Je souhaite que les sommets des pays industrialisés ne se chargent pas de régler toutes les affaires du monde à la place des autres. Ce serait déjà un net progrès si nous réglions nos propres affaires.\

QUESTION.- Le terrorisme international est un problème très sérieux et urgent à résoudre autant que cela soit possible. Quelle est la position de la France à propos de la lutte contre ce terrorisme ? Que pensez-vous de l'urgence d'une coopération internationale accrue pour le combattre ?

- LE PRÉSIDENT.- La question ne se pose même pas. Toute entente internationale pour mettre un terme au terrorisme est une bonne chose. J'ai lu dans quelques journaux que la France ne voulait pas de cette organisation. C'est une interprétation tout à fait abusive. Ce que nous ne voulons pas, c'est que notre politique intérieure, notre diplomatie cessent d'être indépendantes. Nous ne voulons pas que, sous couleur de lutte anti-terroriste, la France soit engagée dans des actions internationales qu'elle n'aurait pas librement examinées. Une organisation anti-terroriste internationale avec les polices, les services secrets, de renseignement, d'action, avec éventuellement un prolongement militaire, nous y sommes prêts. A condition que la définition de la politique extérieure de chacun des pays participants reste libre, autonome.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que je pourrais poser une question supplémentaire à ce sujet : les bombardements américains sur la Libye auraient-ils affecté les relations franco-américaines ?

- LE PRESIDENT.- J'espère que non.

- QUESTION.- Mais le Président Reagan a fait des critiques sur quelques prises de position de quelques pays européens ?

- LE PRESIDENT.- Là, vous ne parlez plus seulement de la France, vous parlez de l'Europe. Le Président Reagan est libre de dire ce qu'il a envie de dire et l'Europe est libre de faire ce qu'elle a envie de faire. Mais tout cela doit s'accorder.

- QUESTION.- Monsieur le Président, vous seriez tombé d'accord hier avec le chancelier Kohl sur la lutte anti-terroriste. Est-ce que vous allez proposer à Tokyo quelque chose ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas eu à tomber d'accord avec le chancelier Kohl sur le terrorisme, hier à Trèves. Cela fait déjà longtemps que nous sommes d'accord. La France est un des rares pays qui lutte effectivement contre le terrorisme. Ce n'est pas une décision nouvelle. A Tokyo, la France contribuera à la lutte efficace contre le terrorisme.\

QUESTION.- Vous vous rendez en Union soviétique au mois de juin prochain, puis aux Etats-Unis le mois suivant. Quels sont vos points de vue dans le -cadre des relations Est-Ouest ?

- LE PRESIDENT.- Nous sommes membres de l'Alliance atlantique, donc nous appartenons à une alliance militaire. Cette alliance militaire est une alliance défensive sur une aire géographique déterminée. La France sera totalement solidaire de tout ce qui fera jouer l'alliance à l'intérieur de cette zone et de façon défensive. Mais vous savez que la France a, dans le -cadre de cette alliance, une stratégie autonome, une stratégie nucléaire autonome, de dissuasion, ce qui implique que nous ne pouvons pas être entraînés dans un conflit nucléaire sans avoir procédé à un examen qui nous soit propre.

- Nous recherchons également l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest. Nous pensons qu'il faut passer par une réduction des armements, des tensions aussi, dans le domaine nucléaire, dans le domaine conventionnel et que le débat s'engage sur toute forme de guerre, comme la guerre chimique.

- Nous entretenons des relations correctes avec l'Union soviétique. M. Gorbatchev nous a réservé son premier voyage dans un pays de l'Ouest, l'an dernier, et il m'a invité à venir ce printemps à Moscou. La France, allié loyal et solidaire, entend aussi préserver les chances de paix et de bon accord avec l'Union soviétique.

- Au demeurant, je le répète, notre diplomatie est appuyée par l'existence d'une force nucléaire capable de dissuader tout agresseur éventuel.\

QUESTION.- M. Gorbatchev et M. Reagan se dirigent semble-t-il l'un et l'autre vers une discussion pour régler la question des FNI, c'est-à-dire forces nucléaires intermédiaires, séparément d'autres questions, le premier ayant proposé de les éliminer en cinq ans et le dernier en trois ans. Comment voyez-vous ces perspectives de réduction des armements, en particulier des FNI et le déroulement des négociations de Genève ?

- LE PRESIDENT.- Les négociations de Genève réunissent Américains et Russes. Cela se passe entre eux. Qu'ils négocient ce qui dépend de leur autorité ! Naturellement, il faut les encourager à s'entendre. Et j'ai porté beaucoup d'intérêt aux dernières propositions des uns et des autres, particulièrement de M. Gorbatchev sur le désarmement nucléaire.

- Pour ce qui concerne la France, nous n'avons pas, nous, de forces qui puissent être seulement qualifiées de FNI. L'essentiel de nos forces nucléaires se trouve sur sous-marins et ces sous-marins obéissent à une démarche de caractère stratégique, à longue portée. On ne discute pas à Genève, pour l'instant, des sous-marins russes ou américains. Je me réjouirai de tout accord s'il doit aboutir à une réduction sensible des armements intermédiaires et autres. Comme les Américains et les Russes ont quelque 10000 charges nucléaires et la France environ 150, quand on approchera de 150, nous commencerons à nous en mêler sérieusement.\

QUESTION.- Le Japon va prendre dans les prochaines semaines, une décision quant à son éventuelle participation à l'IDS. A propos de ce projet d'initiative de défense stratégique, quelle est votre position actuelle ?

est votre position actuelle ?

- LE PRESIDENT.- Je l'ai déjà fait connaître. Nous ne participons pas en tant qu'Etat, puissance publique. On ne nous a pas proposé de prendre part aux définitions de la stratégie militaire, ni de la stratégie industrielle. Si on nous l'avait proposé, je ne dis pas que nous aurions accepté. Mais enfin comme la question n'a pas été posée, je précise que la France ne participera à aucune action de ce type sans avoir part à la décision.

- Cela dit, nos industries, à titre privé, peuvent continuer de fournir leurs marchandises à quiconque les leur commande. Nous n'intervenons pas dans ce domaine.

- QUESTION.- En ce qui concerne Eurêka, quelles sont les perspectives du projet ? Eurêka est-il un projet purement européen ou bien le Japon peut-il y participer ?

- LE PRESIDENT.- L'origine est européenne. Et avant de penser à élargir, il faut d'abord réussir pour nous-mêmes. C'est un projet ambitieux. Il ne s'agit pas d'une réplique à l'IDS. Cela n'a rien de militaire. Ce sont des entreprises qui doivent réaliser des accords entre elles. Mais il appartient aux Etats de donner l'élan et de faciliter les démarches. C'est pour cela que la France, l'Allemagne et même sans doute l'Angleterre ont déjà dégagé des sommes, donné de l'argent.

- Il doit y avoir une vingtaine de projets actuellement en cours entre la France et l'Allemagne, la France et le Danemark, la France et l'Italie, et l'Angleterre et l'Allemagne etc... Bref toutes sortes de projets dans le domaine des technologies modernes. Des pays étrangers à l'Europe ont marqué leur intérêt : le Canada, l'Argentine, peut-être demain le Japon. A priori, il n'y a pas d'interdiction, cela peut même être utile. Mais il faut solidifier le noyau initial £ c'est cela, la première étape.\

QUESTION.- Comme vous l'avez déjà expliqué, la France joue un rôle important de représentation des pays non participants au sommet, c'est-à-dire des pays en voie de développement. A votre avis que doit-on faire pour aider efficacement ces pays ?

- LE PRESIDENT.- Pour aider efficacement ? Oh, cela m'obligerait à vous parler pendant des heures ! J'ai bien des idées sur ce sujet. Je pense au système monétaire international, au cours des matières premières, au rôle du Fonds monétaire international, au rôle de la Banque mondiale, au développement de l'énergie dans les pays sans ressource pétrolière, à l'autosuffisance alimentaire.

- Tout cela exige un vaste plan mondial. Cela, et bien d'autres choses encore. En tout cas, ayons d'abord l'esprit ouvert sur ces problèmes et comprenons que le développement des pays pauvres, sera aussi une forme de richesse pour les autres par l'intensification des échanges. Il ne faut pas oublier qu'avec le développement de la concurrence internationale entre pays technologiquement avancés, les marchés se réduisent pour chacun. Le risque, c'est la compétition sauvage, alors qu'il existe des milliards d'êtres humains capables de produire et de consommer. Je pense qu'il serait sage que les sommets des pays industriels aient chaque fois un échange de vues avec les dirigeants des grands pays du tiers monde. J'avais souhaité, par exemple, que Mme Gandhi fût entendue à Williamsburg, que le président du Mouvement des pays non alignés puisse avoir chaque fois une discussion avec nous. Je crois que ce serait une bonne direction à prendre.\

QUESTION.- Vous avez, monsieur le Président, toujours souligné la nécessité de l'élaboration d'un système monétaire international plus stable et plus juste, et vous avez suggéré la préparation d'une conférence monétaire internationale de haut niveau. Qu'en pensez-vous aujourd'hui après que certains réajustements des taux de change ont eu lieu ?

- LE PRESIDENT.- Il y a eu des progrès. Trop timides, mais des progrès réels. Quand j'en ai parlé à Ottawa en 1981, puis surtout à Versailles en 1982, j'ai rencontré un scepticisme général et même l'hostilité de quelques uns. En 1985, vous avez vu qu'aux Etats-Unis d'Amérique, puis à Séoul, en Corée, des dispositions entre Etats ont été prises pour intervenir sur les marchés des changes, organiser, harmoniser, réduire les écarts. Cette idée qui paraissait aventureuse il y a cinq ans, paraît aujourd'hui normale à beaucoup. D'ailleurs, un comité avait été créé pour étudier cette situation monétaire sous la présidence de M. Jacques Delors, aujourd'hui président de la Commission européenne. Je crois qu'il existe là des dossiers qui devraient être exploités.\

QUESTION.- D'un autre côté, on attend qu'au cours du sommet de Tokyo, les chefs d'Etat et de

gouvernement confirment leur volonté d'entamer un nouveau cycle de négociations commerciales en septembre prochain. Pouvez-vous nous expliquer quelle est la position française à ce sujet actuellement.

- LE PRESIDENT.- La France n'a jamais été contre. Elle pense qu'il faut mettre à bas les protectionnismes, qui ont plutôt tendance à s'accroître. Simplement, et je l'avais expliqué à Bonn, l'année dernière, au dernier sommet des pays industriels : le problème n'est pas de savoir si c'est en septembre, en octobre ou en décembre que l'on se réunira, mais quel sera l'ordre du jour, de quoi on parlera. L'année dernière, il n'y avait que le dossier agricole qui était vraiment prêt. On pouvait imaginer la bataille qui se serait déroulée au Gatt entre les Etats-Unis et l'Europe, sans que l'on traite de sujets aussi important que les produits industriels, les services, les normes, les formes subtiles de protectionnisme, qui sont multiples. Nous aurons besoin de connaître l'ordre du jour avant de donner notre accord. Il faudra saisir le protectionnisme là où il est, et si l'on réunit une centaine de pays pour discuter du protectionnisme là où il n'est pas, on perdra son temps.\

QUESTIONS.- Dans l'Histoire politique française, et particulièrement dans celle de la Vème République, quelle importance aura ce que l'on nomme la "cohabitation" ? Nous suivons avec grand intérêt cette expérience politique unique.

- LE PRESIDENT.- Vous appelez cela cohabitation. Je ne sais pas exactement ce que vous voulez dire.

- Si vous demandez aux Français de cohabiter, cela fait déjà mille ans pour parler en termes modestes qu'ils le font. Ce n'est pas nouveau. J'ai été parlementaire pendant trente cinq ans et j'ai habité dans la même maison - c'est-à-dire dans le même Parlement - que mes adversaires politiques. Donc j'ai cohabité pendant trente cinq ans et personne ne l'avait remarqué.

- Si l'on veut dire simplement que l'on n'était pas habitué, sous la Vème République, à voir un Président de la République élu par une majorité et un Premier ministre représentatif d'une autre majorité, on dira qu'il y a co-existence, au sommet de l'Etat, entre un Président de la République et un gouvernement qui ne relèvent pas de la même volonté populaire. Cela devait fatalement se produire un jour. C'est fait, alors on va voir.

- Moi, j'ai cherché à éviter que la France ne connaisse un nouveau traumatisme, une déchirure inutile. L'opposition des idées, des intérêts - les intérêts de classe, les intérêts professionnels - continue d'exister : c'est la -nature même de nos sociétés. Mais puisque le peuple a marqué des volontés différentes, à deux moments différents, le devoir de ceux qui sont issus de ces consultations est d'éviter que leur pays ne souffre de cet -état de choses.

- QUESTION.- Est-ce que vous pensez que cela marchera bien, la politique de co-existence ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas d'opinion. Elle existe depuis un peu plus d'un mois comme vous le voyez. La première fois que M. Chirac m'a indiqué qu'il souhaitait aller à Tokyo, je n'y ai vu aucun inconvénient. Le Président de la République a un rôle qui lui est fixé par la Constitution et le Premier ministre a le sien. Ils sont d'un ordre différent, mais en la circonstance, ils peuvent être complémentaires. En dernier ressort, la France ne doit avoir qu'une seule voix à l'égard du monde extérieur. J'ajouterai que j'ai toujours été accompagné, dans les conférences internationales depuis 5 ans, par des membres du gouvernement.\

QUESTION.- Les relations entre la France et le Japon ont fait de bons progrès depuis votre visite dans notre pays, en 1982. Mais il reste toujours des problèmes à résoudre, comme celui du déséquilibre commercial. Les Japonais sont prêts à réformer leurs structures économiques en ouvrant et en élargissant leur marché intérieur. Qu'attendez-vous de la part des Japonais pour résoudre ces problèmes ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, puisque vous rappelez mon voyage de 1982, je répèterai pour vos lecteurs, pour l'ensemble des Japonais, que j'en garde un profond souvenir. L'hospitalité japonaise a été remarquable. J'en ai conçu un véritable attachement pour votre peuple, en même temps que beaucoup de considération. J'ai pu à la fois retrouver les traces de la très ancienne histoire du Japon, sa haute civilisation et aussi, tous les effets de la vie moderne, les réussites technologiques. Je pense en effet que ce voyage a permis au Japon et à la France de mieux se

connaître.

- Mais les moeurs et les usages sont très difficiles à changer. La création de circuits commerciaux est une affaire très délicate. Je crois cependant que le Japon devrait être plus ouvert au commerce extérieur, aux autres pays. Ce n'est pas que le Japon accumule les règlements. C'est beaucoup plus une mentalité, les structures propres à cette société, l'une des plus anciennes du monde.

- Les progrès du commerce d'autres pays au Japon sont très nettement insuffisants par rapport aux progrès du commerce extérieur japonais dans le reste du monde. Il faut être juste. C'est peut-être aussi parce que le Japon produit ou fabrique de remarquables produits. Il est normal qu'il recueille le bénéfice de son travail et de sa qualité. Mais je crois que, compte tenu de cette remarque nécessaire, on doit améliorer les échanges. Sinon, on arrivera à un état de tension qui sera dommageable à tout le monde. Je me considère comme un ami du Japon. Je ne veux rien dire, ni rien faire qui puisse nuire aux intérêts japonais. Mais je crois urgent un examen sérieux de l'ensemble de nos relations commerciales.\

QUESTION.- Vous avez déjà rencontré M. Nakasone à plusieurs reprises. Je veux vous demander quelle serait votre impression sur lui ?

- LE PRESIDENT.- C'est très difficile comme question ! Supposez que je vous dise : "très mauvaise" ! Or elle est très bonne et ce n'est pas par souci de faire plaisir que je dis cela. Je pense qu'il s'agit d'un homme de grande valeur intellectuelle, politique et qu'il a une idée personnelle et forte des relations internationales. Quand il est venu me voir en voyage officiel, l'année dernière pour le 14 juillet, il avait fait de gros progrès en français. Cela prouve qu'il se rappelait et qu'il avait travaillé sur la base des études qu'il avait faites dans sa jeunesse. Cela prouve aussi que c'est un homme très méthodique : il n'avait pas l'intention de s'installer en France ! Réapprendre le Français pour trois jours à Paris, c'est beaucoup de mérite ! Bref, j'ai beaucoup d'estime pour lui.

- QUESTION.- Monsieur le Président, une petite et dernière question. Est-ce que l'on peut espérer qu'il y aura de bons résultats à Tokyo ? Etes-vous optimiste là-dessus ?

- LE PRESIDENT.- Je ne vois pas pourquoi, il n'y en aurait pas. Il y a là sept pays, plus la Communauté européenne, qui vont échanger leurs points de vue sur les problèmes économiques, sur les problèmes du terrorisme et peut-être sur une meilleure entente au sujet des affaires qui les intéressent en commun. On doit avancer. En tout cas, la France y apportera beaucoup de bonne volonté.

- Mais il y aura échec si l'on veut s'occuper de ce qui ne nous regarde pas, ou bien si l'on considère le sommet comme un champ clos à l'intérieur duquel on vide les querelles. Ce n'est pas l'intention de la France.\